

18 MARS : GRÈVE PUBLIC+PRIVE CONTRE L'AUSTÉRITÉ

/ Mardi 18 mars a enfin lieu une mobilisation intersyndicale (CGT/FO/FSU/SUD-Solidaires) de toutes les salarié-e-s contre la politique d'austérité poursuivie par le gouvernement / Au-delà des discours sur la priorité à l'éducation et de quelques mesures jugées positives par des collègues, c'est cette même politique d'austérité dont nous subissons les conséquences dans l'Éducation Nationale /

- Le patronat s'attaque à tous nos droits sociaux pour qu'actionnaires et banquiers continuent à engranger des profits toujours plus faramineux, malgré « la crise ».
- Le gouvernement se plie à tous les diktats patronaux ; le « pacte de responsabilité » en est le dernier exemple : 35 milliards de cadeaux supplémentaires !
- Les salaires et pensions sont bloqués, nos conditions de travail se détériorent, les droits des chômeurs et des chômeuses sont remis en cause, la protection sociale est peu à peu détruite, les services publics disparaissent...
- En 5 ans, les entreprises françaises du CAC 40 ont dégagé 411 milliards d'€ de bénéfices. Ça en fait, des augmentations de salaires, pensions et indemnités, des créations d'emplois, des services publics à développer !

Par notre travail, nous produisons les richesses. Les capitalistes encaissent. Ça suffit !

MOBILISONS-NOUS DANS ET POUR L'ÉDUCATION AUSSI

- Les postes créés dans le primaire et le secondaire, dont l'essentiel est absorbé par la formation initiale, ne couvriront pas les augmentations d'effectifs d'élèves à la rentrée prochaine. Globalement les effectifs des classes et des groupes ne vont pas diminuer, et c'est souvent l'inverse qui va se produire.
- Les dotations horaires des établissements du second degré sont arrivées et montrent leur insuffisance.
- La carte scolaire du premier degré, repoussée partout après les élections municipales (on comprend pourquoi !), promet une fois de plus de déshabiller Pierre pour tenter d'habiller (un peu) Paul.

De ce fait, la majorité des personnels ne voit aucune rupture avec les gouvernements précédents pour ce qui concerne leurs conditions de travail et celles de leurs élèves.

- Les annonces sur l'éducation prioritaire sont également très limitées dans leurs effets car pour des raisons budgétaires elles ne s'appliquent qu'à un tout petit nombre de réseaux.
- Une des principales raisons de l'échec de la réforme des rythmes scolaires est liée aux moyens insuffisants, qui ne permettent ni de réduire le temps de travail des enseignant-e-s ni d'offrir des encadrements suffisants et de qualité pour tou-te-s.

C'est le choix de l'austérité pour les salarié-e-s et les services publics, le choix des cadeaux aux MEDEF et aux actionnaires qu'il faut combattre. On ne gagnera de véritables avancées pour le service public d'éducation que si nous créons un rapport de force général pour une autre répartition et une autre utilisation des richesses. Il y a actuellement des résistances sur les rythmes scolaires, des luttes pour des dotations supplémentaires, ou pour des moyens pour l'éducation prioritaire... Faisons converger nos mobilisations le 18 mars !

Mardi 18 mars, SUD éducation, la FSU, la CGT éduc'action, la FNEC-FP-FO

appellent les personnels de l'éducation nationale à la grève et aux manifestations. CGT, FO, FSU, SUD-Solidaires appellent à la grève toute la Fonction Publique, dans le cadre de l'appel intersyndical à mobilisation et à la grève de tou-te-s les salarié-e-s, du public et du privé.

TOU-TE-S EN GREVE ET EN MANIFESTATION LE 18 MARS !

Documents joints

[Communiqué SUD éducation - 18 mars : grève public + privé contre l'austérité](#)